

Coordination 26n <telethon26n@afm-telethon.fr>

À :hochga@yahoo.fr

8 sept. à 19:30

Madame,

Le sujet de la recherche animale est, en effet, extrêmement complexe et les questions nombreuses. Elles relèvent des autorités politiques, et non des associations de malades. C'est la raison pour laquelle le sujet a, comme vous le savez, été traité au niveau de la commission européenne dans le cadre de la grande conférence scientifique de 2016, organisée suite à l'ICE 'stop vivisection' de 2015, par les experts, les décideurs et l'ensemble des acteurs qui ont souhaité y participer.

Toutefois, nous partageons votre volonté d'éclairer le débat public en France et appelons pour cela les autorités françaises compétentes sur le sujet à informer, expliquer et répondre aux questions qui se posent. Le Ministre de la transition écologique Nicolas Hulot a récemment évoqué l'idée de lancer un groupe de réflexion sur le bien-être animal, c'est une piste intéressante. Nous serons évidemment, comme vous je l'imagine, intéressés pour y prendre part.

Cordialement,

Jean-Pierre Gaspard

Directeur Général AFM-Téléthon

Coordination 26N

Odile GIRBES

Rue Pierre CURIE

26100 ROMANS sur ISERE

04 75 70 54 53

06 84 31 02 32(perso)

telethon26n@afm-telethon.fr

marie-christine/ lilas <hochga@yahoo.fr>

À :Coordination 26n

11 sept. À 19:26

Monsieur,

Merci pour votre retour.

Les associations de malades qui subventionnent la recherche sur les animaux se sont clairement positionnées sur ce sujet et ne sont donc pas naïves.

Éluder les connaissances scientifiques qui démontrent de façon rigoureuse que le modèle animal n'est pas prédictif pour les maladies humaines n'est pas une justification pour continuer à la subventionner (par analogie, on dit en droit que « l'ignorance de la loi n'excuse personne »).

La « grande conférence scientifique de 2016 » à laquelle vous faites allusion n'était qu'une grande déception orchestrée par la Commission européenne.

En aucun cas, elle ne répond à la demande des organisateurs de l'ICE « Stop Vivisection » et à celle de plus d'un millions de signataires européens, de reconnaître l'échec du modèle animal par rapport à la santé humaine.

Enfin, je conclus de votre réponse que vous n'êtes pas intéressé pour participer à un débat public avec des scientifiques – au nom de la transparence - pour défendre vos subventions d'études sur des animaux.

Cordialement

Marie-Christine Chevalier

Présidente de ASBL- AESA

Sauvegarde des animaux